

L'opportunisme du désastre

Rapport sur la Grande Réinitialisation industrielle et technologique

« Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire », Hannah Arendt

« La civilisation moderne n'est plus qu'un véhicule gigantesque, lancé sur une voie à sens unique, à une vitesse sans cesse accélérée. Ce véhicule ne possède malheureusement ni volant, ni frein, et le conducteur n'a d'autres ressources que d'appuyer sans cesse sur la pédale d'accélération, tandis que, grisé par la vitesse et fasciné par la machine, il a totalement oublié quel peut être le but du voyage. Assez curieusement on appelle progrès, liberté, victoire de l'homme sur la nature, cette soumission totale et sans espoir de l'humanité aux rouages économiques et techniques dont elle s'est dotée. L'homme, qui s'est assuré une domination incontestable sur toutes les espèces animales d'une taille supérieure à celle des virus et des bactéries, s'est avéré incapable de se dominer lui-même », Lewis Mumford

C'est le propre des technocrates et autres experts de considérer qu'un désastre est une opportunité. Pour les plus imprégnés de l'idéologie managériale, il s'agit d'un challenge à même de se dépasser pour atteindre l'excellence. Tant pis pour les gens laissés au bord de la route, les rétifs et les rétives, et les vies mutilées. Le choix des petites gens n'est pas une option. Seule compte la programmation du devenir par celles et ceux qui savent, qui disent et qui décident pour les autres. Que ce soit pour leur bien ou non, là n'est pas la question. La magie de l'autorité se cache là : dans la croyance qu'il est de sa responsabilité de guider les autres.

Il existe des théoriciens et des théoriciennes dans le sens du vent. Le futurologue qui murmure à l'oreille des puissants et puissantes Jeremy Rifkin annonçait en 2012 la troisième révolution industrielle¹. Le voilà d'ores et déjà dépassé par Klaus Schwab, président fondateur du Forum économique mondial de Davos². Celui-ci proclame en effet la quatrième révolution industrielle en 2016. Les deux conseillers des princes ont pourtant la même chose derrière la tête : le développement du numérique et des nouvelles technologies, capable de restructurer l'économie mondiale.

L'économie positive promue par l'ex premier ministre Edouard Philippe et le techno Jacques Attali est un peu différente³. On y prône un capitalisme patient, un utilitarisme *new look* intégrant les intérêts à long terme, avec surtout l'Etat comme garant et administrateur de la nouvelle économie. Les inquiétudes liées aux pollutions et au réchauffement climatique sont le prétexte de cet ajustement pour venir à la rescousse de la société industrielle et capitaliste. Autant de sujets à la base des nouvelles révolutions industrielles souhaitées.

Klaus Schwab profite quant à lui de la pandémie mondiale du coronavirus de 2020 pour promouvoir sa restructuration de l'ordre existant. Il le fait aux côtés de Thierry Malleret, prédicateur pour les PDG et les politiciens et politiciennes, dans un ouvrage au titre explicite : *Covid-19, la grande réinitialisation*, publiée en juin 2020 par le Forum économique mondial.

Si la réalité de la vie ne s'épuise pas, heureusement, dans la programmation du devenir par des visionnaires de l'Ordre, le développement de la cybernétique est bel et bien enclenché. Certains

¹ C'est possible de trouver une rapide analyse de la pensée de Rifkin dans l'ouvrage *Métropolis* (2020).

² L'article *A l'aube d'une ère nouvelle* paru dans le numéro 35 d'*Avant de tempêtes* (novembre 2020) discute l'essentiel des enjeux de cette Grande réinitialisation proclamée par Klaus Schwab.

³ Un petit rapport évoque cette pensée dans une brochure intitulée *Le libéralisme durable* (2017).

processus sont en cours et se sont accélérés avec la Covid-19, laissant craindre un nouveau pas vers la soumission à la méga-machine.

Il nous faudrait une bonne guerre

Les deux auteurs considèrent que la pandémie est une rupture dans l'histoire et va créer une nouvelle normalité. En réalité, la Covid-19 agit surtout comme un accélérateur de changements. Dans un premier temps pourtant, ils banalisent l'épidémie. Il est vrai que les épidémies ont été monnaie courante dans l'histoire de l'humanité, particulièrement depuis le néolithique. Il suffit de penser à la peste, par exemple. Mais ici, les auteurs les naturalisent, occultant le fait que ce sont des conditions sociales qui les favorisent. Les épidémies aux Amériques après leur « découverte » sont liées à la colonisation. Le fait de distribuer des couvertures contaminées par le choléra, par exemple, n'a pas grand-chose à voir avec des causes naturelles. Ce qui est banalisé aussi, ce sont les politiques de confinement, de couvre-feu et de contrôle social. Après tout, « des mesures autoritaires pour tenter de les contenir ont toujours fait partie de l'arsenal politique » (p.14). La privation de liberté n'offusque pas outre mesure nos économistes.

Pas si banal que ça quand même la pandémie de la covid-19. Nos auteurs comparent ses conséquences aux transformations provoquées par la Seconde guerre mondiale et l'accent est bien évidemment mis sur les retombées économiques.

Pour caractériser le monde du 21^{ème} siècle, ils mettent en avant trois critères : l'interdépendance, liée à une économie mondialisée et interconnectée ; l'accélération, liée aux nouvelles technologies et à Internet (pour 52% de la population mondiale) ; la complexité et les difficultés à repérer les liens de causalité, notamment parce que tout va plus vite et que tout est interdépendant. Evidemment, ces caractéristiques renforcent la propagation des virus.

Pour n'importe quel économiste, la vie se réduit à sa fonction économique ; l'être à ses bouts de cerveau disponible, à son corps capable d'ingérer des marchandises (et demain de même se les implanter), à ses capacités physiques pour faire fonctionner des machines. Il n'est dès lors pas surprenant que nos auteurs considèrent l'enjeu de la santé publique comme un enjeu économique : freiner momentanément l'économie est un moyen de préserver ses structures et de rétablir plus rapidement la confiance nécessaire à la consommation. Il faut donc sauver des vies pour sauver l'économie.

De nouveau, les auteurs défendent pour cela une gestion disciplinaire de l'épidémie, distribuant les bons points aux Etats qui ont imposé les mesures les plus drastiques, comme la France, l'Espagne ou l'Italie. Ils ressortent aussi du chapeau le bon vieux calcul utilitariste entre sauver des vies et sauver l'économie. Il faut sauver surtout les gens qui ont encore du temps pour être « utiles ». Les plus vieux et vieilles n'ont après tout plus que quelques années à vivre, autant les sacrifier (p.251). C'est en tout cas ce qui est suggéré.

L'épidémie a provoqué la plus forte chute de PIB enregistrée en plus de 100 ans, rappellent les auteurs (p.51). Or, la croissance est l'héroïne de tout économiste qui se respecte. Pauvre de nous sans croissance ! C'est d'abord l'économie de service qui a été touchée. A cette mise en pause des activités s'ajoutent les faillites et les licenciements. Les taux de chômage (réels, et non corrigés) devraient tourner autour des 20% dans les pays les plus riches, préviennent les auteurs. Par ailleurs, avec l'accélération de l'automatisation, ces pertes d'emplois devraient être durables. Au passage et comme d'habitude, nos auteurs rappellent comme si c'était une loi naturelle que le choc

économique sera absorbé plus fortement par les pays les plus pauvres. Il n'y aurait plus qu'à accepter, et éventuellement corriger les excès.

Pour nos charitables auteurs, cette réinitialisation de l'économie pourrait être l'occasion de mieux prendre en compte le bien-être des populations et l'environnement, sans changer les fondements du système. Municipalités, Etats, institutions internationales sont appelées à réguler davantage le capitalisme pour, enfin, entrer de plein pied dans la quatrième révolution industrielle. Surtout, tout le monde a pu remarquer le grand bond en avant expérimental lié à la pandémie de la Covid-19 favorisant l'automatisation. La dystopie, c'est maintenant !

L'économie 4.0

La quatrième révolution industrielle est décrite par Klaus Schwab dans un ouvrage éponyme en 2016. Il s'agit pour lui, ni plus ni moins, d'une « transformation de l'humanité » par les percées technologiques (p.11). Il n'y aurait plus qu'à embrasser cette « disruption » – comme on dit dans la novlangue industrielle.

Pour l'auteur, la première mutation importante est celle du passage au néolithique par l'agriculture. Puis c'est la révolution industrielle dès le 18^{ème} siècle, basée sur l'énergie mécanique. Comme pour Jeremy Rifkin, Klaus Schwab pense l'histoire à travers la technique. C'est elle qui déterminerait les structures sociales. Le chemin de fer correspond à la première révolution industrielle, l'électricité et le travail à la chaîne à la seconde, l'ordinateur et Internet à la troisième. L'Intelligence Artificielle est la quatrième, et place l'automatisation dans une nouvelle ère. C'est ainsi qu'alors que plus d'un milliard de personnes n'ont pas l'électricité et que quatre milliards n'ont pas accès à Internet, il s'agit d'imposer une quatrième révolution industrielle par la propagande (« un récit collectif ») afin d'« éviter un rejet populaire des transformations qui ont commencé » (p.20). La messe est dite.

L'heure des véhicules autonomes, de l'impression 3D, de la robotique de pointe et des nouveaux matériaux a sonné. Une armée de drones nous livrera tout et n'importe quoi à domicile pendant que d'autres drones répandront des pesticides avec précision – sans oublier ceux qui lâcheront des bombes. Super ! « Des implants conçus pour s'adapter au corps humain » vont coloniser l'intérieur de nous-mêmes. Nouvelle réjouissance ! La multiplication des plateformes de type Uber marchandise n'importe quelle activité et coup de main, avec un coût marginal de production tendant vers zéro. Le meilleur des mondes libéral ! L'eugénisme 4.0 est aussi en préparation, avec la biologie de synthèse et l'arrivée de bébés « sur-mesure ». Et voici les porcs modifiés génétiquement pour fabriquer des organes destinés à la transplantation ! Le monde de la recherche doit quant à lui se mettre entièrement au service de ce futur, montant des partenariats public-privé et menant des recherches appliquées au profit des entreprises. Une soumission au Capital bien assumée.

L'économie s'en trouvera bouleversée – et ça a déjà commencé. Moins d'emplois, mais plus de consommations. Au passage, Klaus Schwab en profite pour proposer de « reculer fortement l'âge de la retraite » (p.44). Pourtant, les prévisions annoncent une immense accumulation de chômeurs et chômeuses. Plus besoin de serveurs et serveuses, de secrétaires, de coursiers et coursières ou d'agents immobiliers. Demain, votre pharmacien sera un robot (p.177). Dans les prochaines décennies, la moitié des emplois pourrait être menacée par l'automatisation. Les visionnaires concèdent que ce bond en avant impactera davantage les femmes que les hommes (p.57). Il y aura aussi toujours besoin de main d'œuvre bon marché pour du labeur ingrat, pendant qu'une autre partie du monde de travail sera des cols blancs (p.59). Il est possible, et même probable, que les

pays les plus pauvres s'appauvrissent encore (p.61). Le travail remodelé se fera à la tâche, où l'employeur prend et jette (p.63). Mais après tout on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs.

La destruction des emplois que commence à provoquer cette restructuration de l'économie va encore faire croître les inégalités, les ségrégations et la misère de certains et certaines, pendant que d'autres vont davantage accumuler les richesses. Mais ce n'est pas seulement l'accentuation d'une situation des plus classiques : il s'agit du franchissement d'un seuil, celui où l'inutilité d'une partie croissante de l'humanité va devenir explicite. Les robots et l'Intelligence Artificielle vont nous rendre largement superflus, nous plaçant au niveau de simples exécutants et exécutantes interchangeables de décisions prises par des machines. Les visionnaires de l'industrie eux-mêmes appellent donc à anticiper les divisions sociales et ses soubresauts à venir, mais aussi les fragilités psychologiques et les dislocations de groupes sociaux d'une population qui ne sait plus ce que liberté veut dire. L'inutilité au développement des forces productives n'est pourtant pas forcément une tare. L'absence d'emploi peut tout aussi bien être considérée comme une occasion pour se lancer dans des aventures nouvelles. Les expérimentations d'autres manières de vivre, les révoltes et les sabotages ne sont pas les moins réjouissantes... Les luttes pour des conditions de chômage et de licenciement les meilleures possibles ont justement de l'intérêt pour cette raison-là. C'est un champ de bataille qui risque de se rouvrir avec force ces prochaines années.

A l'aube d'une nouvelle ère industrielle

La véritable réinitialisation que Klaus Schwab et Thierry Malleret mettent en avant, c'est celle basée sur la technologie : Intelligence Artificielle, robotisation, génétique, biotechnologie. La catastrophe est créatrice. Les auteurs cachent mal leur enthousiasme face au « bond de plusieurs années en avant en termes d'adoption de technologies » permis par la crise sanitaire (p.173). De la livraison par drones à la télémedecine en passant par les réunions familiales sur Whatsapp, voilà le monde technologique d'après. L'automatisation aussi va s'accélérer, particulièrement dans la restauration, le commerce et le divertissement. C'est aussi l'« automatisation robotisée des processus » (RPA) dans les entreprises, avec des logiciels décidant à la place des humains.

La frénésie technologique de nos auteurs mine de s'offusquer des potentielles dérives liberticides. Le traçage du cheptel humain est pourtant considéré comme une bonne chose, puisqu'il limite la propagation des virus quand il est associé à des mesures de restriction de liberté (p.180). Qu'importe puisque c'est pour la santé publique ! La technologie permet ainsi « de suivre les mouvements de l'utilisateur en temps réel, ce qui à son tour permet de mieux faire respecter le confinement et d'avertir les autres utilisateurs de téléphone portable à proximité du porteur » (p.181). Les économistes libéraux n'en ont jamais rien eu à foutre de la liberté, et les auteurs le confirment encore une fois. L'application TraceTogether de Singapour est posée en modèle, les données étant conservées sur le téléphone plutôt que sur un serveur centralisé. La bonne affaire ! Le « risque de dystopie » évoqué par les auteurs sert seulement à appuyer l'argumentation protechnologique. Il suffirait de faire attention. On retrouve ici l'illusion de la neutralité de la technique : tout dépendrait de l'usage qu'on en fait. Rien n'est moins faux : la technique fabrique son monde auquel il faut s'adapter, à l'image des ouvriers et ouvrières captés par le rythme de la machine. Elle fait aussi système dans lequel progrès et catastrophe sont les deux faces de la même médaille. Le train va avec les déraillements, l'avion avec les crashes, le nucléaire avec la bombe, le numérique avec la surveillance, etc. La technique en elle-même contient des potentialités qui seront inévitablement exploitées. Le couteau peut aussi bien servir à couper le pain qu'à planter son adversaire. Le drone qui livre les colis a déjà montré qu'il peut aussi servir à faire la guerre. Le tatouage numérique ou la

puce sous-cutanée peut bien prévenir l'enlèvement des nourrissons, il tracera aussi le ou la contaminée, puis l'opposant et l'opposante. La question, telle que les Luddites l'avaient perçue, devient alors quelle communauté voulons-nous et à partir de là s'opposer à toute technologie préjudiciable à celle-ci. Il y aura donc toujours des personnes pour tenter de briser la normalité, y compris quand elle prend les allures parfois ludiques de la technologie. Et c'est heureux.

Ce qu'il faut pour les auteurs, c'est entrer de plein pied dans le « capitalisme des parties prenantes », une sorte de capitalisme sous calmant, feignant de prendre en compte les considérations environnementales et sociales, et basé sur l'idée que nos décisions viennent tout autant de nos sentiments que d'un calcul rationnel. L'entreprise ne doit pas seulement chercher à maximiser ses profits, mais intégrer l'ensemble de la société à ses projets, en prenant en compte d'autres intérêts. Un capitalisme de cogestion généralisée. Peut-être faut-il s'attendre à une réhabilitation des syndicats par le patronat et les dirigeants et dirigeantes. Nicolas Sarkozy en son temps avait réfléchi à obliger tout salarié à se syndiquer. Que ce soit ce genre de gens qui défende le syndicalisme devrait finir de convaincre n'importe quel révolté de rejoindre le champ de l'autonomie et de l'informel...

Les entreprises qui auront les meilleurs résultats sont donc celles qui prendront en compte certains aspects des demandes citoyennistes, sans rien remettre en cause de fondamental : lutter contre les discriminations les plus visibles, favoriser les énergies dites vertes (nucléaire compris), adoucir les conditions d'exploitation les plus brutales, etc. En tout cas faire mieux que le concurrent, c'est-à-dire pas grand-chose et surtout de la communication. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis s'est inventé le *queer management*.

En revanche, les réorganisations successives dans l'industrie seront, elles, bien réelles. Là aussi, cette réinitialisation à coups de faillite enthousiasme nos auteurs, peu concernés par les vies brisées derrière les vagues de licenciement et de fermetures. Il reste toujours les valeurs sûres de l'industrie, comme l'armement, sorte de valeur refuge. Et pour demain, « nous assisterons à une explosion de la créativité des start-ups et des nouvelles entreprises dans leur espace numérique et biotechnologique » (p.265), pour déclencher « une nouvelle ère de prospérité » (p.283). Les géants Uber, Amazon ou Google font office de modèles. L'immense marché de l'Internet des objets, aux retombées estimées à 15000 milliards de dollars, notamment en améliorant les processus d'approvisionnement et de la logistique, est une aubaine. La pandémie a en effet été l'occasion d'accélérer dans le réel la convergence des technologies numériques, physiques et biologiques pour une nouvelle vision de la planète et de l'humanité.

Il faut bien que quelque chose change pour que rien ne change

L'écotourisme, les énergies renouvelables, les plateformes numériques, les soins aux personnes âgées – jusqu'à un certain point – sans compter la vieille loi schumpétérienne de la destruction créatrice favorable à l'innovation, et bien sûr les promesses des nouvelles technologies sont les perspectives clés de la Grande réinitialisation. Cette dernière s'annonce finalement comme une continuité du même ordre social basé sur la domination et l'accumulation, avec quelques ajustements. Le même ordre existant, en « 4.0 ». Des ajustements qui vont impliquer des bouleversements réels dans les rapports sociaux, les hiérarchies, les mœurs et l'âme humaine.

Nos auteurs, chantres du capitalisme, appellent finalement à rompre avec le néolibéralisme pour renouer avec des politiques centralisées de redistribution et de programmation. Remettre plus d'Etat par rapport au Marché, pour faire simple. Ce n'est sans doute pas pour rien que cette « révolution » industrielle arrive après 15 ans de tempête sociale d'un bout à l'autre de la planète.

Remise dans son sens historique, la Grande réinitialisation a tout d'une stratégie contre-insurrectionnelle à grande échelle. Pas étonnant que le recours à l'Etat, qui commande aux lois et aux flics, reprenne une place centrale.

La motivation principale des auteurs est de prévenir l'agitation sociale, reprenant les exemples des belles évasions de prisonniers en Italie pendant cette crise sanitaire, ou celui plus ancien des pillages après l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans. Les défenseurs de l'ordre existant sont inquiets ! Il s'agit ainsi de « lutter contre des niveaux d'inégalité inacceptables » pour sauver une société inégalitaire (p.99). Ce rééquilibrage passe par renforcer le pouvoir d'Etat. Cette hypertrophie de l'Etat sera financée par des augmentations d'impôts, d'autant plus qu'il faudra rembourser les dettes contractées par les Etats auprès des banques centrales.

Le point de départ de cette « réinitialisation » est, pour les auteurs, un nouveau contrat social basé sur deux impératifs : 1) des services de base et une assistance sociale large, voire universelle ; 2) une protection renforcée des travailleurs et travailleuses, ainsi que des personnes les plus vulnérables. Bref, les chantres de la mondialisation se convertissent à un keynésianisme *new school*. Il faut dire que le sens de l'histoire, porté par l'extrême-droite comme par les écolos, est au protectionnisme (p.122). L'administration Trump en a été une démonstration.

Les auteurs se convertissent aussi à la préservation de l'environnement, après avoir rappelé que déforestation et pollution favorisent les pandémies et leurs effets. Nous pouvons toutefois reconnaître leur pertinence quand ils mettent en doute l'efficacité des petits gestes individuels : avec un tiers de la population confinée, les émissions de carbone n'ont baissé que de 8% (p.159). Les principaux responsables sont bien les transports, la production d'énergie et l'industrie. Les auteurs évoquent donc la fameuse transition énergétique comme solution. Ils réhabilitent en même temps les petits gestes via le télétravail – occultant ses effets pervers d'isolement et de dépendance technologique – et les changements de comportement inspirés par la pause du confinement. Evidemment, cette conversion à la préservation de l'environnement est une conversion pour préserver le même ordre capitaliste et industriel. D'ailleurs, l'activisme qu'ils imaginent reflète les intérêts défendus par nos protagonistes : il est nécessairement non-violent (p.166), mais aussi porté par des groupes d'investisseurs en conseil d'administration (p.167). Une belle illustration de capitalisme vert, autrement appelé New Deal vert. Une aubaine pour leur Forum économique mondial, estimant à 10000 milliards de dollars par an les opportunités économiques.

Tu vois venir le monde d'après ?

Il apparaît de plus en plus clairement que les gouvernements ont décidé d'opter pour une direction autoritaire et répressive en réponse aux bouleversements environnementaux, économiques et sociaux à venir. Faillites, plans de licenciement, montée du chômage, accélération de la digitalisation de l'économie et de nos vies qui va accentuer ces effets... Derrière tout ça, il y a des vies brisées. Les plans de relance sont quant à eux financés par la dette auprès des banques centrales. Ce qui est à prévoir est une augmentation des prélèvements et des impôts pour les populations ordinaires.

Toutefois, ce n'est pas la victoire des forces du Marché. La conquête de nouveaux marchés, la mise au pas de la main d'œuvre, l'exploitation des êtres et de la nature, la construction des infrastructures ont toujours reposé sur une alliance subtile entre croissance de la puissance étatique et développement de complexes industriels. De surcroît, l'hypothèse la plus défendue chez les dirigeants et dirigeantes et leurs experts, c'est une hypertrophie de l'Etat, notamment de ses flics, juges et mâtons. Il est aussi question de développer des subsides pour maintenir une armée de

réserve et limiter l'explosion de la misère. Evidemment, ces quelques miettes seront conditionnées au respect de l'autorité. Au moindre délit, la menace de se faire couper les vivres sortira du chapeau. De plus en plus de municipalités et autres administrations entérinent par exemple la suppression d'aides sociales en cas de comportements rebelles. C'est le cas à Valence, où la municipalité a décidé à la suite de journées émeutières d'expulser des logements sociaux, de supprimer les aides à la cantine, à l'achat de tickets de transport ou des chèques Sport et Culture pour les familles dont l'un des membres est impliqué dans des faits de délinquance. Ce genre de pratiques est amené à se généraliser. Le fait que les allocations chômage soient coupées d'un système assurantiel pour être directement versées par l'Etat va légitimer ce genre de contrôles. Pôle emploi nous dictera quel emploi nous devons occuper. Après tout, c'est déjà un algorithme qui décide des études supérieures des bacheliers et bachelières. Demain, celui-ci sera d'ailleurs de plus en plus régi par les besoins de l'Etat et du Capital. Il sera bien sûr toujours possible de manifester gentiment derrière une bagnole de flics, à partir du moment où ça ne troublera pas l'ordre marchand. Le moindre débordement sera quant à lui réprimé brutalement, comme ça se passe déjà. Rien n'empêchera une grève, tant qu'elle ne bloque rien complètement et qu'au final elle ne perturbe pas grand-chose. C'est pourquoi les bavardages simplistes de gauche appelant à plus d'Etat face à la concurrence du Marché ou au respect du Droit sont une balle dans le pied. Il n'y a pas les services publics d'un côté et la flicaille de l'autre. L'Etat est une entité cohérente, qui sait jouer sur les deux tableaux : « la main qui assassine est aussi celle qui soigne ».

Sans compter que l'hypertrophie de l'Etat s'accompagne de poussées nationalistes et de chasses aux personnes considérées comme des indésirables, au premier rang desquels les exilés. Le monde de demain s'annonce toujours plus répressif pour les pauvres, les rebelles, les étrangers et étrangères, les incarcérés, les marginaux et marginales et tous les inadaptés et réfractaires à un ordre social basé sur la hiérarchie et l'exploitation. D'ailleurs, les gens de pouvoir semblent toujours hésiter entre une sorte de néokeynésianisme 2.0, avec un contrôle social serré permis par la technologie, et une forme de néofascisme, reprenant des formes plus traditionnelles d'autorité, incarné par les habitués des plateaux télé et éditorialistes réactionnaires du type d'Eric Zemmour, Pascal Praud ou Marion Maréchal-Le Pen. Ce sera probablement un mix entre les deux, avec des nuances selon les pays.

La loi Sécurité globale n'est qu'un exemple de ce virage encore plus autoritaire en France. La construction de nouvelles taules un peu partout et le durcissement des peines depuis des années font aussi partie de cette orientation prise par le pouvoir. C'est le cas également de la légalisation de l'extension du fichage policier, intégrant les opinions politiques, les convictions philosophiques et religieuses, les données de santé et psychologiques, les habitudes de vie, etc. Les opérations policières visant des révoltés, comme fin 2020 l'arrestation de 7 personnes présentées comme d'« ultragauche » pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle » en sont un autre exemple. Le fait que la mission Sécurité se voit offerte un budget de près de 15 milliards d'euros pour fournir aux policiers et gendarmes des drones, des hélicos, des véhicules blindés en dit long sur ce que les dirigeants et dirigeantes ont derrière la tête. Ils et elles se préparent à mâter les rébellions qui ne peuvent qu'exploser avec la dégradation des conditions de vie.

Cette gestion de la crise sanitaire fait aussi partie de ce panel de mesures autoritaires : confinement, couvre-feu, attestations de sortie, développement des moyens technologiques de surveillance, etc. La médecine a de toute façon toujours été enchâssée dans les intérêts politiques et économiques. Elle s'est sans arrêt placée au service du pouvoir. La vie sous contrainte sanitaire, comme ailleurs la vie sous contrainte radioactive, rend indispensable Etats et experts. Nous n'aurions plus qu'à remettre nos vies entre leurs mains et abandonner toute perspective d'autonomie. La liberté n'a

pourtant rien à voir avec déléguer toujours plus d'activités et de décisions à des organisations qui finissent constamment par dicter leurs intérêts, mais avec le fait de prendre en mains individuellement et collectivement de plus en plus d'aspects de nos vies. Au passage, l'autonomie et la décentralisation sont des manières de vivre limitant la propagation des virus...

De la même manière, cette restructuration de l'économie passe par une restructuration des infrastructures stratégiques. La part du numérique dans la consommation mondiale d'électricité est estimée à 50% pour 2030, soit la quantité équivalente à ce que l'humanité consommait en 2008. Voilà qui suffit à éradiquer définitivement les discours des écolos bons teints sur le développement numérique pour sauver la planète. C'est au contraire toujours plus de centrales atomiques, d'extraction de gaz, de barrages coupant les rivières et de champs d'éoliennes industrielles.

La Grande réinitialisation est une intensification de l'électrification de la société – la France a déjà connu un tel projet au moment de la construction des centrales nucléaires. Les idées de suppression des voitures à essence et des chaudières à gaz à plus ou moins brève échéance font partie de cette organisation de la dépendance à l'électricité. La multiplication des gadgets technologiques aussi. Il en va de même de la construction des 20000 antennes et 12000 pylônes supplémentaires nécessaires au déploiement de la 5G en France. Ce n'est pas pour rien qu'ils sont devenus des cibles de choix pour qui se révolte contre l'ordre existant. Le chef de l'antiterrorisme français relève ainsi une centaine de dégradations en 2020 concernant des pylônes de téléphonie. Un bon début !

L'électrification de la société repose aussi sur l'extractivisme. Le minerai et les terres rares sont essentiels aux nouvelles technologies et à l'électrification de la société. Les panneaux photovoltaïques dépendent du silicium et d'un traitement chimique avec divers acides et solvants rejetés dans les rivières, comme en Chine. Les terres rares sont extraites non seulement en Chine, mais aussi au Brésil, en Inde ou en Mongolie, et sont utilisées tant pour les gadgets technologiques que les éoliennes. Le coltan et le cobalt nécessaires à la fabrication des composants électroniques sont à l'origine des guerres civiles en République Démocratique du Congo. Les minerais « classiques », comme le cuivre, sont aussi toujours plus demandés. L'électrification de la société a besoin de cuivre pour ses câbles. Des mines géantes sont exploitées en Amérique Latine, Afrique, Russie, Indonésie. Mais l'extraction minière n'est pas seulement exotique. Des mines ouvrent partout, y compris en Europe. Des mines de lithium sont ouvertes au Portugal, entraînant des oppositions. Des projets sortent aussi de terre en Alsace. L'empoisonnement des Cévennes, où d'anciens sites d'extraction ont laissé des traces, donne une petite idée de ce qui attend l'Alsace.

La Grande réinitialisation s'annonce comme une immense accumulation de ravages industriels. Elle se caractérise déjà comme une accélération des activités à la base du capitalisme : l'extraction de matières premières et le développement de la puissance énergétique, c'est-à-dire ni plus ni moins l'intensification de l'exploitation de la nature. L'ambition écolo a bon dos. Cette quatrième révolution industrielle provoquera aussi un chômage de masse inouï, associé à des formes d'exploitation brutales des individus. Les mines ont toujours été des bagnes industriels. Il y a fort à parier que ces enjeux ramèneront les luttes du Travail contre le Capital au cœur de la mêlée. C'est le cas par exemple quand l'usine historique du Havre Dresser-Rand, appartenant à Siemens Energy, supprime en 2021 plus de la moitié de ses 500 emplois, officiellement pour cause de « transition énergétique ». En réalité, les compresseurs pour le pétrole et le gaz fabriqués dans cette usine seront juste fabriqués ailleurs. Les ouvriers des ateliers sont virés, seuls les cols blancs des bureaux sont conservés et appelés à se convertir à une organisation du travail mondialisée et mise en réseau, où ses collègues directs sont en Inde ou aux Etats-Unis, et où le produit fini n'est jamais saisissable. Une usine d'éoliennes viendra reclasser quelques-uns des salariés, en diminuant au passage leur

salaires, et pour quelques années seulement avant de fermer et de s'installer dans un autre pays. Un des salariés peut ainsi glisser : « *la transition énergétique, c'est joli, mais c'est finalement juste un moyen de gagner plus d'argent sur le dos des gens, c'est juste une transition financière* ». Une perspective plus réjouissante peut être de saboter l'outil de production et de lutter pour partir avec le plus gros chèque possible, s'ouvrant ainsi d'autres horizons. D'autant qu'à partir de ces bases, les possibilités de complicités extérieures et de généralisation du conflit ont plus de chances de se dégager.

Ces luttes défensives pour préserver l'emploi se perdront comme souvent dans les méandres des contradictions de la recherche de la croissance et rateront l'essentiel : à quoi sert notre « force de travail » et faut-il assurer la pérennité de la société industrielle ? Résister aux conditions réelles et immédiates de l'exploitation ne doit surtout pas, comme le fait en général la gauche et les syndicats, mettre des œillères sur les fondements de la domination et de l'exploitation. La cogestion de l'ordre existant empêche de trouver les voies de réduction des dépendances aux systèmes techniques et bureaucratiques ; systèmes qui nous promettent de nous délivrer du mal, de nous donner l'illusion d'une vie sans risques, sans souffrances et sans la fragilité constitutive de notre humanité. Une vie traversée par un être dépourvu de sa capacité à prendre la moindre décision. Un être rendu insignifiant. Se délivrer du mal pourrait tout aussi bien s'entendre à la manière de cette vieille proposition anarchiste : détruire la domination et l'exploitation, incluant cette vieille fonction économique qu'est le travail – ce qui demandera quelques bons efforts.

Face à cela, la perspective révolutionnaire est encore la réponse la plus lucide. Développer l'autonomie et sa créativité, s'auto-organiser entre égales et égaux, favoriser les liens d'entraide et assumer la conflictualité nécessaire contre le principe d'autorité, peu importe où il émerge. Attaquer l'énergie, les infrastructures et les entreprises des matières premières, c'est justement s'attaquer aux racines de ce modèle de société. Ce n'est pas pour cela qu'il faille faire l'économie de la lutte contre d'autres aspects de la domination, comme les frontières, les prêtres, l'école administrée ou les banques, mais ce sont évidemment des cibles privilégiées pour rompre la normalité et commencer l'œuvre créatrice de destruction. L'ordre existant n'a pas grand-chose à nous offrir et beaucoup est purement et simplement à détruire. Avec ou sans virus.

Jack Déjean. Décembre 2020.